MEDIAPART

ÉNERGIES ANALYSE

Ils ont du pétrole et une seule idée : enrichir leurs actionnaires

En 2022, les cinq premiers groupes pétroliers occidentaux ont totalisé 180,5 milliards de dollars de profits. Un record historique. Plutôt que d'investir dans les énergies renouvelables et de préparer l'avenir, ils préfèrent reverser l'essentiel à leurs actionnaires. Cette position de rente ne peut que relancer le débat sur le rôle des majors pétrolières.

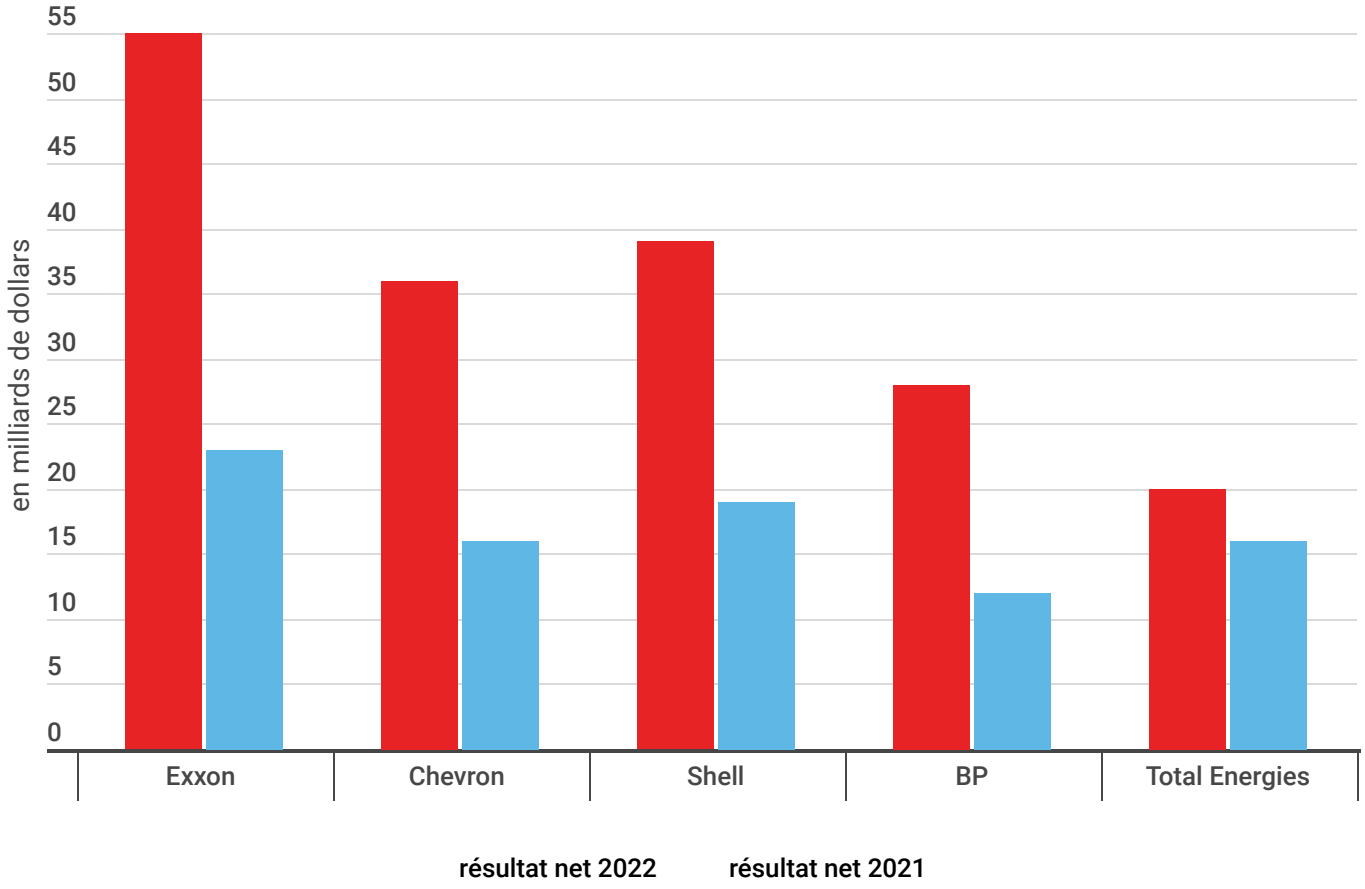
Martine Orange
8 février 2023 à 19h01

En temps normal, les cinq premiers grands groupes pétroliers mondiaux (ExxonMobil, Chevron, Shell, BP et Total) auraient sans doute plastronné. Au vu des circonstances, ils ont préféré faire profil bas. En ces temps de crise énergétique qui malmène finances publiques, entreprises et ménages, leurs profits ne peuvent que relancer le débat sur leur conduite : en 2022, ces cinq premiers groupes ont totalisé ensemble 180,5 milliards de dollars, soit 100 milliards de dollars de plus qu'en 2021, année déjà considérée comme exceptionnelle.

Et ces profits auraient été encore plus élevés si des opérations comptables n'étaient venues lisser les comptes. Total ainsi a enregistré un bénéfice comptable net ajusté de 36,2 milliards de dollars. Après la prise en compte de ses désinvestissements en Russie (15 milliards de dollars), son bénéfice est ramené à 20,5 milliards de dollars.

Jamais dans leur histoire récente, les majors du Big Oil n'avaient enregistré des résultats aussi colossaux. En 2011, année où le prix du baril avait dépassé les 120 dollars, leurs profits s'élevaient à 140 milliards. Shell d'ailleurs le reconnaît : le groupe a enregistré un résultat historique (39,8 milliards de dollars), le plus élevé en 115 ans !

Bénéfices des groupes pétroliers, en 2022 et 2021



Share

infogram

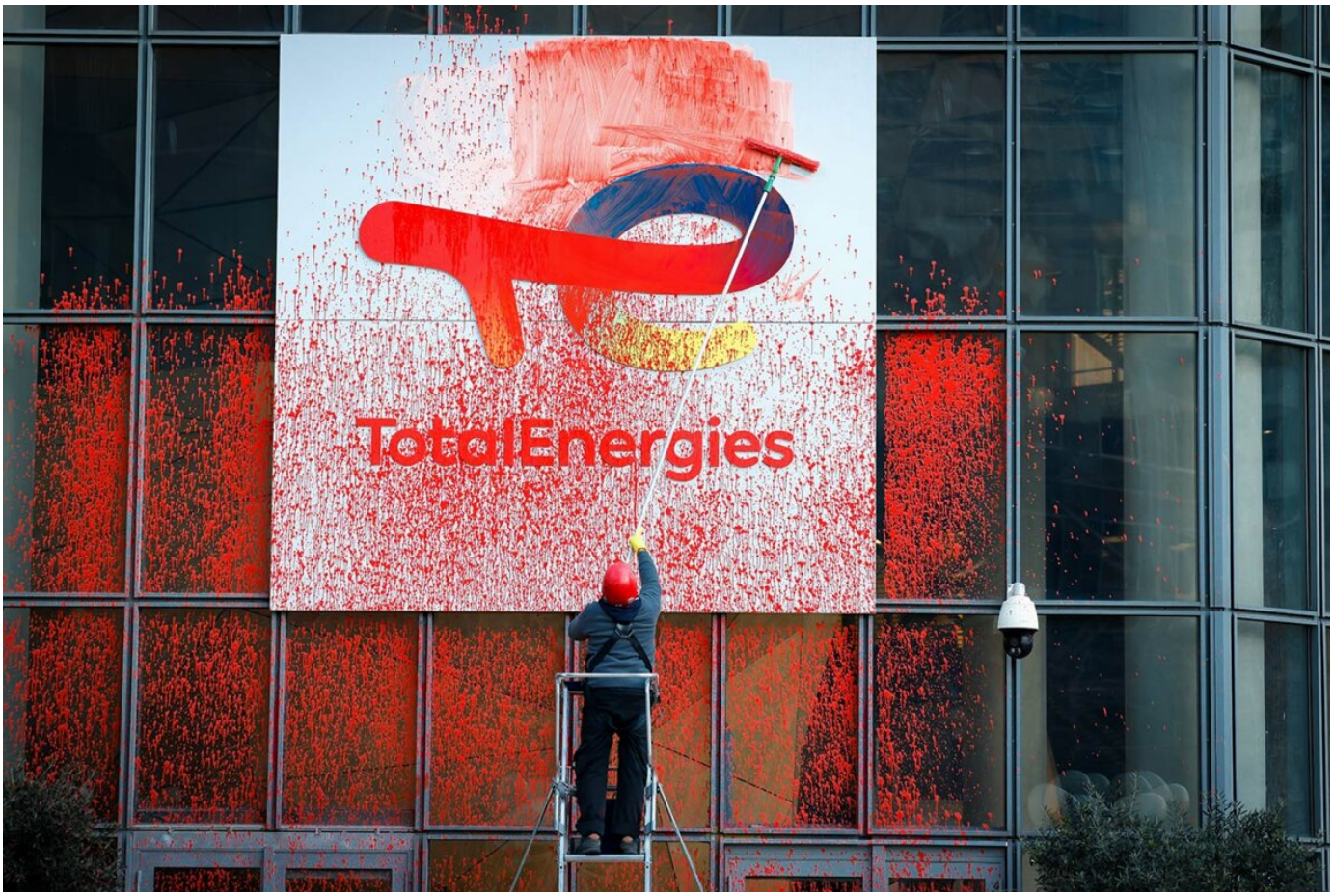
Column chart
Infogram

À eux seuls, ces chiffres résument la folie du moment. La crise énergétique, les tensions géopolitiques, la guerre en Ukraine sur fond de crise climatique se traduisent par des déplacements financiers colossaux et une accumulation encore plus gigantesque de capitaux entre quelques mains qui mettent à profit leur position de rente, sans qu'aucun facteur redistributif ne vienne les contrarier. Un pognon de dingue, pour reprendre l'expression désormais consacrée, est accaparé au détriment de tous à court et long terme.

Si le ministre des finances français Bruno Le Maire ne sait toujours pas ce que veut dire des superprofits, la Maison Blanche le sait, qui en a tout de suite perçu le caractère politiquement explosif. *« Il est scandaleux qu'Exxon réalise un nouveau record des profits pour les compagnies pétrolières occidentales, après que les Américains ont été forcés de payer des prix si élevés à la pompe au milieu de l'invasion de Poutine »,* a réagi un porte-parole de la Maison Blanche dans un mail, tout de suite après la publication des résultats d'ExxonMobil annonçant 55 milliards de dollars de profits.

Une économie mondiale toujours plus dépendante des énergies fossiles

Derrière ces chiffres effarants se cache déjà un premier constat accablant : en dépit des grands discours et des beaux engagements, l'économie mondiale est plus carbonée que jamais. Alors que 2022 a été marquée par nombre d'événements (tempêtes, inondations, vagues de chaleur, sécheresses) prouvant la réalité des dérèglements climatiques et l'urgence de la situation, rien n'a été fait pour tenter d'endiguer le recours aux énergies fossiles. Au contraire. La demande mondiale en pétrole, gaz, hydrocarbures continue d'augmenter : elle a dépassé désormais les 100 millions de barils par jour et devrait continuer à progresser cette année, selon l'Agence internationale de l'énergie.



La façade du siège de TotalEnergies dans le quartier de La Défense après avoir été aspergée de peinture rouge par des militants écologistes, le 8 février 2023.
© Photo Romuald Meigneux / Sipa

Mais face à ce rebond de la consommation, l'offre n'a pas suivi. Depuis plusieurs années, les groupes pétroliers et les pays producteurs ont opté pour une stratégie de la rareté, laquelle leur semble beaucoup plus rémunératrice et sûre que de pousser à la surproduction. L'effacement des approvisionnements pétroliers et gaziers russes, à la suite des sanctions adoptées par l'Occident en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a achevé de bouleverser les équilibres existants du secteur.

L'Europe, la poule aux œufs d'or des pétroliers

L'impréparation et la façon brouillonne dont les pays européens ont mis en œuvre ces sanctions contre Moscou, jusqu'alors l'un des premiers, voire le premier, fournisseurs de certains pays européens, a conduit à une surenchère entre ces derniers, ainsi qu'à une spéculation effrénée. Dans leurs présentations, les grands groupes mondiaux ne

manquent pas de consacrer des mentions spéciales au continent européen : *« le siphonnage massif de la prospérité en dehors de l'Europe »,* dénoncé par le premier ministre belge à l'automne, se retrouve en partie dans les comptes de résultats de ces cinq majors.

L'Europe a été leur poule aux œufs d'or. Les profits exceptionnels de Shell sont tirés en grande partie de ces ventes de gaz naturel liquéfié à l'Europe, tout comme BP. ExxonMobil a multiplié par deux ses profits en Europe en un an. Plus grave : l'Union européenne, qui se veut le fer de lance de la transition écologique, a tourné le dos à ses propres engagements, a relancé dans la panique ses centrales à gaz, ses centrales à charbon, et construit à toute vitesse des terminaux pour importer du gaz naturel liquéfié (GNL) et ainsi faire face aux ruptures provoquées par les sanctions à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Sans discuter les prix.

La mise entre parenthèses des impératifs climatiques

Cette volte-face n'a pas échappé aux majors pétrolières. Tous ces grands groupes ont tout de suite compris que le fameux signal-prix, censé être la corde de rappel économique pour contraindre la demande, n'existait pas dans un monde qui a soif d'énergie, et qui n'a d'autre solution que de se raccrocher aux énergies fossiles, faute d'alternatives.

Dans leur présentation stratégique, les cinq majors prennent toutes note de ce revirement pour s'en réjouir. Ces dernières années, elles se posaient des questions existentielles, se demandant où était leur futur : elles avaient arrêté nombre de projets d'investissements dans l'exploration et la production, les jugeant trop risqués et pas assez rentables ; elles s'inquiétaient d'être bannies par les investisseurs et les marchés de capitaux pour non-conformité aux critères sociaux et environnementaux. Toutes ces craintes se sont volatilisées : les grands groupes pétroliers occidentaux affichent aujourd'hui une sérénité rarement vue depuis 2011, leur dernière grande année de réussite.

Bien sûr, elles disent avoir encore des projets pour accompagner la transition écologique et développer d'autres énergies propres. ExxonMobil ne jure que par les techniques de production de l'hydrogène et la capture du carbone, entraînant tous ses concurrents sur ce chemin. Shell, qui n'a installé dans le monde que 2,2 GW d'énergies renouvelables, promet d'accentuer ses efforts dans ce domaine. Mais à côté, il y a les autres projets, ceux qui leur importent vraiment : les cinq projettent d'investir des dizaines de milliards de dollars dans les prochaines années pour relancer l'exploration et la production de gaz et de pétrole.

Le revirement le plus spectaculaire est sans doute celui de BP. Depuis des années, les études du groupe britannique servent de référence pour l'ensemble du monde pétrolier. Il est le premier à avoir tiré la sonnette d'alarme sur la nécessaire transition écologique, le premier aussi à s'être montré le plus ambitieux dans ses objectifs de décarbonation. Tout s'est évanoui.

Alors que BP s'était engagé auparavant à diminuer de 40 % ses productions pétrolières et gazières d'ici à 2030 afin de diminuer ses émissions et de s'engager dans une stratégie bas carbone, le président de BP, Bernard Looney, a annoncé le 6 février que tout était révisé. Au lieu de 40 % de baisse de ses émissions en 2030, il ne prévoit qu'une diminution de 25 % à cette date, l'objectif initial étant repoussé à 2050. Et même si le groupe promet d'augmenter de 8 milliards de dollars ses investissements dans les énergies renouvelables, il a décidé aussi d'investir fortement dans la production des énergies fossiles, en dépit des recommandations de l'Agence internationale de l'énergie d'arrêter les investissements dans ces énergies.

Raffinerie, Brandenburg (Allemagne). © Christophe Gateau / dpa Picture-Alliance via AFP

Une taxation bien légère et pourtant contestée

Car jamais cela n'a été aussi rentable. Un critère, cher aux investisseurs financiers, résume à lui seul la rente sur laquelle ils prospèrent : le retour sur les capitaux investis. Ce ratio a atteint des niveaux jamais vus dans une industrie lourde : 25 % pour Exxon, 20,7 % pour Chevron, 16,7 % pour Shell, 30,5 % pour BP, 28,2 % pour Total. Tous sont assis sur des montagnes de cash dépassant les 30 à 40 milliards de dollars. Une situation qui selon eux est appelée à durer au moins jusqu'en 2025. Car tous pensent que la situation sur les marchés pétroliers est appelée à rester durablement tendue, que la Russie ne reviendra pas, ou seulement par des subterfuges, sur les marchés mondiaux.

Leurs superprofits ont donc toutes les chances de perdurer. Cela ne les empêche pas de se plaindre des « mauvaises manières » qui, selon ces cinq grands groupes, leur sont faites en Europe. Tous insistent sur « l'effort considérable » qu'ils font en raison des taxes et prélèvements qui leur ont été imposés par certains gouvernements européens et britannique, sans parler de la taxe instituée au niveau européen, sur leurs superprofits.

ExxonMobil prétend que ces impositions lui ont coûté 1,8 milliard de dollars cette année ; Shell cite le chiffre de 2,2 milliards de dollars ; TotalEnergies de 1,7 milliard de dollars. Au nom de tous, ExxonMobil a engagé un procès pour contester la contribution décidée par la Commission européenne sur les superprofits. Compte tenu du flou juridique qui entoure cette décision, le groupe pétrolier a des chances de l'emporter.

Attaqués de toutes parts par des forces politiques qui contestent ces profits excessifs au moment où les finances publiques sont mises à mal, les groupes pétroliers ont engagé un lobbying d'enfer et des escouades de juristes et de

fiscalistes pour contrer les attaques et dissuader tout gouvernement qui serait tenté d'augmenter la fiscalité, même de façon exceptionnelle, sur leurs profits.

Le ruissellement vers le haut de la rente pétrolière

La question, cependant, risque de s'imposer à nouveau très vite dans nombre de pays. D'autant que les grands groupes vont avoir de plus en plus de mal à justifier l'utilisation de ces résultats exorbitants.

Car que font-ils de ces profits colossaux ? Ils les reversent à leurs actionnaires. ExxonMobil a reversé 30 milliards de dollars à ses actionnaires, Shell 26 milliards, plus que ses dépenses d'investissement. Au total, les cinq grands groupes ont versé plus de 80 milliards de dollars sous forme de dividendes et de rachats d'actions en 2022. Ils se préparent à augmenter encore ces versements en 2023. Afin de s'attirer les bonnes grâces des marchés financiers, Chevron a annoncé un programme mammouth qui a même stupéfait Wall Street : le géant pétrolier s'est engagé à dépenser 75 milliards de dollars dans les prochaines années pour racheter ses propres actions. Ce qui n'est pas donner un grand signe de confiance dans ses activités ni même indiquer une vision d'avenir.

Distraire tant d'argent pour le seul bénéfice des actionnaires alors que l'on sait que la transition écologique va requérir des investissements gigantesques dans les prochaines années apparaît juste comme surréaliste. Ces sommes auraient pu être réinvesties dans d'autres projets d'énergie propre. Les dirigeants auraient pu aussi décider d'en conserver une grande partie pour créer des fonds susceptibles, le moment venu, de financer l'arrêt et le démantèlement de leurs actifs échoués. Car il y aura des dizaines de milliards d'actifs échoués dans ce secteur promis à plus ou moins long terme à entrer en voie d'extinction. Il aurait pu au moins essayer d'apporter des remèdes et des réparations aux pollutions et dégâts provoqués par leurs activités d'exploration et de production.

Habitués depuis leur création à externaliser tous les coûts de leur activité sur la collectivité et à négliger l'intérêt général, ces grands groupes ne voient pas les raisons qu'il y aurait à changer. Ils poussent leur avantage tant que c'est possible, avant de laisser aux autres la charge de payer les ardoises finales. Des ardoises de plus en plus exorbitantes.

Martine Orange

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.